

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Menem-en-se-desistant-met-en-danger-la-democratie-argentine>

Menem en se désistant met en danger la démocratie argentine

- Argentine -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Carlos Menem a officialisé son abandon depuis la Rioja.

Le danger de ce renoncement est évident. Menem prive ainsi d'une vraie légitimité un président qui va être élu faute de rival. C'est une démarche irresponsable et gravissime pour la démocratie. Cette situation vise d'emblée à destabiliser le futur le président "élu". En effet, ainsi Nestor Kirchner accèderait automatiquement à la présidence, selon l'article 155 du code électoral argentin. Mais cela sera dans ce cas un président mal élu. Et c'est là le danger. Se retrouvera de fait président, un homme qui a recueilli quelque 22% de suffrages au premier tour et qui ne pourrait asseoir sa position grâce au second tour. Le constitutionnaliste Daniel Sabsay commentait "qu'une telle décision est contraire à l'esprit du ballottage qui vise à donner une légitimité forte" au président élu.

C'est donc une porte ouverte à l'instabilité politique. Et le spectre d'un coup d'état fomenté par la droite et l'establishment pour faire tomber Kirchner pourrait ressurgir d'ici quelques mois. D'autant que Menem évite ainsi sa « mort » politique et surtout maintient « intact » son réseau.

Les mouvements patronaux réunis lors d'un colloque de IDEA il y a deux jours à Rosario, qui soutenaient Murphy, puis étaient prêts à appuyer Menem ont formulé leurs réserves à l'égard de Kirchner. Il est peu connu du patronat, qui lui colle l'image d'un anticapitaliste et d'un partisan de la régulation. Parmi les plus méfiants et préoccupés par la victoire de Kirchner on trouve aussi les dirigeants des entreprises de services publics qui ont été privatisées -et qui sont aux mains de capitaux étrangers- craignant un gel des tarifs des services. Mais certains pensent que Kirchner pourrait emprunter le même chemin que Lula, qui a coté de son discours militant a mis quelques bémol dans sa politique. A Pagina 12, un dirigeant de grand groupe déclarait : "Une chose est ce qu'on dit depuis le congrès, une autre est ce qu'on peut faire depuis la présidence". Et l'on sait déjà que les pressions tant patronales qu'internationales et financières seront fortes.